



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

Direction des Collectivités et de la Légalité  
Bureau du Contrôle de Légalité de l'Urbanisme  
et de l'Environnement

Perpignan, le 19 mai 2025

**Arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2025 139 - 0004**

autorisant l'union de coopératives agricoles GRAP'SUD à implanter des ombrières photovoltaïques et des panneaux photovoltaïques en toitures sur son installation sise 6 avenue du Languedoc sur la commune de Saint-Félicien-d'Avall

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite,

Vu le Code de l'environnement

Vu l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;

Vu le décret du Président de la République du 3 avril 2024 portant nomination du Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, Sous-préfet de Perpignan - Monsieur Bruno BERTHET ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2024 298-0002 du 24 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

Vu l'arrêté préfectoral n°4253 du 09 juillet 1974 autorisant la Coopérative ROUSSILLON ALIMENTAIRE LA CATALANE à exploiter une distillerie agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 3994/07 du 12 novembre 2007 abrogeant les prescriptions antérieures et fixant les prescriptions applicables à la coopérative Roussillon Alimentaire La Catalane pour l'exploitation d'une distillerie sur le territoire de la commune de Saint-Félicien-d'Avall ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant n°517/11 du 06/10/2011 délivré à l'Union de Coopératives Agricoles GRAP'SUD pour la reprise de la distillerie de Saint-Félicien-d'Avall ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2011 112-0008 du 22/04/2011, n°2015 316-0003 du 12/11/2015, n°2022 312-0001 du 08/11/2022 et n°2022 326-0001 du 22/11/2022 modifiant l'arrêté complémentaire n°3994/07 du 12 novembre 2007 ;

Vu la transmission par voie dématérialisée du 06/01/2025 de la société GRAP'SUD concernant un dossier de porter à connaissance relatif au projet de modification de son installation de transformation de produits dérivés de la viticulture, implantée sur le territoire de la commune de Saint-Félic-d'Avall afin d'implanter des ombrières photovoltaïques et des panneaux photovoltaïques en toitures ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Orientales du 27/03/2025 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 31/03/2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet confirmé par courriel du 28/04/2025 ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1- OBJET DE L'ARRÊTÉ**

L'union de coopérative Agricoles GRAP'SUD dont le siège social est situé 30360 CRUVIERS-LASCOURS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs susvisés, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à :

➤ implanter des ombrières photovoltaïques et des panneaux photovoltaïques en toitures, sur ses installations situées 6 avenue du Languedoc - 66170 Saint-Félic-d'Avall.

### **ARTICLE 2-**

L'article 7.7.4 « Ressources en eau et mousse » de l'arrêté du 12/11/2007 susvisé, est modifié comme suit :

- la 1<sup>re</sup> énumération est supprimée et remplacée par les dispositions suivantes : 2 réserves d'eau de 300 m<sup>3</sup> chacune, alimentées par pompage dans le forage avec un débit de 30 m<sup>3</sup>/h,
- la 5<sup>e</sup> énumération est supprimée et remplacée par les dispositions suivantes : des aires d'aspiration associées à chacune des réserves d'eau de 300 m<sup>3</sup>, permettant la mise en œuvre des engins et des moyens de pompage, facilement accessibles à partir d'une voie engins.

### **ARTICLE 3-**

Au titre 8 « Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté du 12/11/2007 susvisé, est ajouté le chapitre 8.4 « Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque » suivant :

Chapitre 8.4 - Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque

Les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels susvisé sont applicables aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, positionnés au sein de l'établissement.

Les panneaux photovoltaïques sont implantés conformément aux dispositions du porter à connaissance « projet d'ombrières et de toitures photovoltaïques » édité le 28/11/2024, adressé à la préfecture par voie dématérialisée le 06/01/2025.

En particulier l'implantation de panneaux photovoltaïques est interdite sur les bâtiments utilisés pour le stockage ou la manipulation d'alcool.

L'unité de production photovoltaïque comprenant le circuit électrique composé de panneaux ou de films photovoltaïques et de l'ensemble des équipements et câbles électriques avec leurs canalisations et cheminements permettant leur jonction avec le réseau de distribution général en courant alternatif relié au site de l'installation classée est suffisamment éloigné des zones de stockage d'alcool pour éviter tout risque d'effet domino.

L'installation de panneaux photovoltaïques respecte par ailleurs les dispositions suivantes :

- installation conçue selon les préconisations du guide UTE C15-712 en matière de sécurité incendie ;
- toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension. Cet objectif peut notamment être atteint par l'une des dispositions suivantes :
  - un système de coupure d'urgence de la liaison DC est mis en place, positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque, piloté à distance depuis une commande regroupée avec le dispositif de mise hors tension du bâtiment ;
  - les câbles DC cheminent en extérieur (avec protection mécanique si accessible) et pénètrent directement dans chaque local technique onduleur du bâtiment ;
  - les onduleurs sont positionnés à l'extérieur, sur le toit, au plus près des modules ;
  - les câbles DC cheminent à l'intérieur du bâtiment jusqu'au local technique onduleur, et sont placés dans un cheminement technique protégé, situé hors locaux à risques particuliers, et de degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes ;
  - les câbles DC cheminent uniquement dans le volume où se trouvent les onduleurs. Ce volume est situé à proximité immédiate des modules. Il n'est accessible ni au public, ni au personnel ou occupants non autorisés. Le plancher bas de ce volume est stable au feu du même degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.
- Positionner une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs de façon visible à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment et identifiée par la mention « Attention Présence de deux sources de tension : 1- Réseau de distribution ; 2- Panneaux photovoltaïques » en lettres noires sur fond jaune.
- Laisser libre un cheminement d'au moins 50 cm de large autour du ou des champs photovoltaïques installés en toiture. Celui-ci permet notamment d'accéder à toutes les installations techniques du toit (exutoires, climatisation, ventilation, visite...).
- Isoler le local technique onduleur, lorsqu'il existe, par des parois de degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.
- Signaler sur les plans du bâtiment, destinés à faciliter l'intervention des secours, les emplacements du ou des locaux techniques onduleurs.
- Apposer le pictogramme dédié au risque photovoltaïque :
  - à l'extérieur du bâtiment à l'accès des secours ;
  - aux accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;
  - sur les câbles DC Tous les 5 mètres ;
- Indiquer sur les consignes de protection contre l'incendie la nature et les emplacements des installations photovoltaïques (toiture, façades, fenêtres, ...).
- Permettre l'accessibilité entre chaque ombrière du parc de stationnement à l'air libre aux engins de secours et de lutte contre l'incendie par des voies comportant une chaussée répondant aux caractéristiques suivantes :
  - largeur de 3m,
  - force portante calculée pour un véhicule de 160 kilo-Newton (dont 90 kilo-Newton maximum sur l'essieu avant ; les deux essieux étant distants de 3,60 m),
  - rayon intérieur minimum de 11m,

- sur largeur  $S=15/R$  dans les virages de rayon intérieur, inférieur à 50 m,
- hauteur libre de 3,50m,
- pente inférieure à 15 %.
- Tenir à disposition du Service Départemental d'Incendie et de Secours le numéro de téléphone de permanence H/24 de la société en charge de la maintenance de l'installation, sous forme de panneaux inaltérables et indestructibles dans l'enceinte de l'établissement.
- Assurer l'accessibilité aux services de secours sur le pourtour de l'installation ainsi qu'aux organes de sécurité cités dans le dossier d'étude. Une voie de 4m de large permet d'assurer cette accessibilité.
- L'accès au site sera rendu possible aux secours en toutes circonstances. S'assurer de l'ouverture facile et rapide des portails du site par le matériel dont dispose le Service d'Incendie et de Secours. Boîte à clé métallique (renfermant le système d'ouverture), ouvert par polycoise triangulaire femelle de 14 ou tout autre dispositif validé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours.
- Assurer un débroussaillage régulier à l'intérieur du site et à l'extérieur sur une bande de 50 mètres autour des emprises des installations.

Préalablement à la mise en service des installations l'exploitant réalise un audit validant la conformité de l'unité de production avec les dispositions du présent chapitre. Cet audit est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 4- PUBLICITÉ ET AFFICHAGE**

Suivant les dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

#### **ARTICLE 5- VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

#### Rappel des dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **ARTICLE 6- EXÉCUTION**

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Maire de Saint-Félicien-d'Avall, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à l'union de coopérative Agricoles GRAP'SUD, dont le siège social est situé 30360 CRUVIERS-LASCOURS.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,

  
Bruno BERTHET

